

# LA DÉROUTE (\*) ...

## LE COMITÉ DES MILICES ANTIFASCISTES CONTRE LA RÉVOLUTION SOCIALE (\*\*)

Comme un papillon sortant d'une grande chrysalide, l'Organisation se réveilla le jour de la révolution les ailes dépliées et multicolores. Hier encore, le Comité régional de la CNT était relégué dans la vieille maison qu'occupait le syndicat de la Construction de Barcelone, dans la très vieille rue Mercaders. Le Comité régional avait là une petite salle qui lui servait de secrétariat et de salle de réunion. C'était pareil pour la Fédération locale des Syndicats.

En face se dressait un énorme bâtiment neuf qui occupait presque tout le pâté de maisons entre les rues Mercaders et Layetana, connu comme *Centre patronal et de promotion du travail national* et aussi comme Maison Cambo. Certes, il a été occupé par le Comité régional de la CNT, le Comité régional de la FAI, les Comités locaux de la CNT et de la FAI, le Comité péninsulaire de la FAI et les Comités des Jeunesses libertaires et des Femmes libres.

Ce fut une réquisition expéditive, sans loyer ni impôts, ou plutôt ce fut une expropriation sui generis, comme l'ont fait les autres partis et organisations qui ont exproprié l'énorme hôtel Colomb de la Place de Catalogne et l'imposante «*Pedrera*», construite par Gaudi sur le Paseo de Gracia. Qu'en penserait Companys?

C'était le jour du Plénum régional des Unions locales et cantonales de la CNT et la FAI. La salle de réunion du nouvel édifice qu'occupait le Comité régional était impressionnante. Elle était remplie par les délégations locales et étrangères, plus les Comités au complet de quelques syndicats de Barcelone comme celui du Bois et des groupes anarchistes. Tous ceux qui devaient être présents ou qui en avaient le droit étaient là, plus tous ceux qui avaient pu se faufiler, car personne ne voulait manquer des débats considérés comme les plus transcendants jamais entendus dans les locaux de l'Organisation.

Sur la scène vaste et profonde se trouvait la table de ceux qui présidaient aux débats et deux tables pour les secrétaires et les journalistes de notre presse. Il y avait aussi deux longues rangées de chaises adossées aux murs latéraux, sur l'une desquelles se trouvait un délégué du Comité national, qui venait d'arriver, pour informer l'Assemblée. En général, tous les compagnons présents, même le délégué du Comité national, avaient le fusil entre les jambes.

Une fois nommée la table de discussion, Marianet (\*\*\*) fit une information sur les luttes menées à Barcelone et dans la région contre les militaires rebelles, mettant l'accent sur le fait que l'on devait la victoire aux militants anarcho-syndicalistes, dirigés par le Comité de défense confédéral. Pour finir, il parla de l'appel du président Companys, de sa proposition de constituer un Comité des milices antifascistes de Catalogne, de l'accord de principe donné par le Comité régional de la CNT et de la FAI. Il fallait que l'Organisation, réunie à ce moment en assemblée plénière avec la plus large représentation possible, compte tenu des circonstances, évalue les problèmes que soulève la révolution triomphante et détermine la ligne de conduite à suivre par le Comité régional, le Comité des milices et toute l'organisation catalane.

(\*) Cette sous-partie du chapitre «*L'anarcho-syndicalisme au Comité des milices*» fut définie et titrée ainsi par l'auteur (Note A.M.).

(\*\*) Sous-titre choisi par *Anti.mythes*.

(\*\*\*) Mariano RODRIGUEZ VÁZQUEZ dit *Marianet*, (1909-1939): secrétaire du Comité régional de Catalogne de la CNT à cette période (Note A.M.).

Plusieurs délégations prirent la parole. La première fut la délégation du Bas Llobregat qui pensait que, avec le Comité des milices, on arrêterait la marche de la révolution sociale et comme le Comité des milices n'existait que provisoirement en attente de la décision de l'assemblée plénière, ils proposaient d'en retirer les délégués CNT et FAI et de poursuivre la révolution pour implanter le communisme libertaire, en cohérence avec les principes et les buts idéologiques de l'Organisation. Ils souhaitaient que, avant de continuer le débat, l'un des compagnons délégués au Comité des milices dise à l'Assemblée si depuis ce Comité on pouvait mener un processus révolutionnaire compatible avec nos aspirations sociales. Quand le délégué du Bas Llobregat eut fini de parler, il y eut un moment de silence et d'attente (1). On sentait que l'air manquait, quelque chose de bizarre se passait. Je remarquai que quelqu'un allait et venait d'une délégation à l'autre comme pour transmettre une consigne, un accord préalable passé à l'insu de l'assemblée plénière. Le messenger était Fidel Miró, des Jeunesses libertaires, très proche de Abad de Santillán.

Je vis que les délégués au Comité des milices nous étions dispersés. Aurelio et Asens étaient près de moi, mais Durruti était loin et Abad de Santillán aussi. De sorte que quand le président de l'assemblée demanda si les délégués au Comité des milices voulions nous exprimer sur ce que disait le canton du Bas Llobregat, il y eut de la confusion et aucun de nous ne prit la parole. Comme il réitérait sa demande, je me décidai à intervenir dans le débat.

Je dis que le problème posé par le délégué me libérait d'un sentiment de culpabilité parce que j'étais arrivé à la conclusion que, depuis que nous avions répondu à l'appel du président Companys et que nous avions accepté, même provisoirement, la création du Comité des milices, ce que nous avions fait en réalité, tous, c'était d'arrêter la marche de la révolution sociale, pour laquelle nous avons toujours lutté.

J'expliquai que le Comité des milices avait dû se former quand déjà Companys regrettait d'avoir proposé sa création. Que les autres partis et organisations ne croyaient pas, tout comme Companys, que le Comité des milices puisse être autre chose qu'un commissariat de police de second ordre, puisqu'ils avaient désigné pour l'intégrer des militants presque inconnus. Seule notre organisation y avait envoyé des membres importants.

J'assurai que les erreurs pouvaient et devaient être corrigées, car nous étions au début d'un processus révolutionnaire qui pourrait avoir un long développement et au cours duquel nous aurions sûrement à modifier certaines attitudes et beaucoup d'accords. J'expliquai aussi que la démarche révolutionnaire prenait une telle profondeur elle obligeait la CNT à prendre conscience qu'étant la pièce majoritaire du complexe révolutionnaire, elle ne pouvait pas laisser la révolution sans contrôle et sans guide, et elle laisserait un grand vide où s'engouffreraient les marxistes de toutes tendances, comme en Russie en 1917, pour prendre la direction et nous écraser.

Je pensais que le moment était venu de finir, en toute responsabilité, ce que nous avons commencé le 18 juillet, de laisser tomber le Comité des milices et de forcer les événements de façon à ce que, pour la première fois dans l'histoire, les militants anarcho-sindicalistes s'emparent de tout, c'est-à-dire organisent la vie communiste libertaire dans toute l'Espagne.

Quand j'eus fini de parler, Federica Montseny, Diego Abad de Santillán, Marianet et le canton du Bas Llobregat s'empressèrent de demander la parole. Durruti ne l'avait pas demandée, ce qui étonnait tout le monde. On avait l'habitude que Durruti défende mes idées qui étaient sensées être celles du groupe Nosotros.

Federica Montseny commença à parler, rappelant sa vie d'apprentie anarchiste auprès de ses père et mère Federico Urales et Soledad Gustavo, et l'immense joie qui emplissait son cœur que le triomphe de la classe ouvrière sur les militaires soit décidé. Elle croyait que la voie révolutionnaire était ouverte et que le peuple en armes ferait le reste sans besoin de précipiter les choses. Sa conscience d'anarchiste ne lui permettait pas d'accepter que maintenant, sans raison, nous forcions les événements pour «*s'emparer de tout*» comme le proposait Garcia Oliver, ce qui supposait l'instauration d'une dictature

(1) Je ne souviens plus le nom du représentant du Bas Llobregat. Il faut le chercher dans jcse de cette Assemblée plénière locale et départementale.

anarchiste et si c'était une dictature, ça ne pourrait jamais être anarchiste. De son point de vue c'était faire assez de concessions que de faire partie d'un Comité des milices et nous devrions le quitter dès que les militaires rebelles seraient vaincus, pour nous remettre à travailler pour l'Organisation et la propagande anarchiste.

Diego Abad de Santillán, membre du Comité des milices, estimait que nos organisations, la syndicale comme la spécifique (la FAI), ne perdraient rien à faire partie du Comité des milices, et il était d'avis d'y rester, de collaborer avec les autres antifascistes parce que, si on regardait la situation de façon réaliste, essayer de s'emparer de tout comme le proposait Garcia Oliver, même si c'était sous la conduite de la CNT pour la mise en pratique du communisme libertaire, ne serait qu'un nuage d'été, car les puissances qui régissent le destin du monde ne le toléreraient pas. Il suffisait de regarder l'horizon depuis n'importe quelle terrasse: près du port de Barcelone, les navires anglais attendaient d'intervenir et de débarquer des troupes d'occupation auxquelles il faudrait se soumettre, car on ne pouvait pas se battre en même temps contre elles et contre les militaires. Contrairement à la proposition de Garcia Oliver de s'emparer de tout, il proposait «*d'accepter la collaboration dans le Comité des milices et de laisser de côté pour le moment la mise en pratique du communisme libertaire*».

Marianet dit que ce qui lui semblait convenable et pratique était de rester dans le Comité des milices quitte à gouverner depuis la rue pour ne pas compromettre l'Organisation par des pratiques dictatoriales comme ce serait le cas si la CNT prenait tout; cela signifierait exercer des fonctions dans le gouvernement et, à la longue, aboutirait à une dictature sévère.

La région du Bas Llobregat intervint à nouveau, rappela ce qu'elle avait dit auparavant, trouvait très claire la proposition de Garcia Oliver de reprendre le processus révolutionnaire jusqu'au bout et demandait que l'Assemblée plénière accepte la proposition et cesse la collaboration précaire dans le Comité des milices.

Je repris la parole pour dire que je n'avais pas prononcé une seule fois le mot dictature, ni syndicale ni anarchiste. C'est Federica Montseny qui la première avait conclu que s'emparer de tout voulait dire «*instaurer une dictature anarchiste, qui serait aussi mauvaise qu'une autre dictature...*». Dans des moments aussi graves et décisifs, il faudrait élever le contenu du débat parce que la révolution commencée le 18 juillet était conduite et finirait par être trahie. Et elle serait trahie si, dans cette assemblée réunie pour tracer l'avenir de notre Organisation majoritaire en Catalogne et dans une grande partie de l'Espagne, nous réduisions le débat en évoquant un anarchisme séditieux. Nous ne pouvons pas rentrer chez nous tranquillement une fois cette réunion terminée. Peu importe ce que le Plénum décidera, nous ne pourrons plus dormir tranquilles pendant longtemps parce que si nous qui sommes majoritaires ne donnons pas une direction à la révolution, d'autres qui sont encore minoritaires aujourd'hui, avec les manigances, la corruption et l'élimination, sortiront les masses du vide où nous les avons laissées. Et bientôt la joie qui remplit le cœur de Federica fera place à la tristesse et à la douleur qu'ont dû ressentir les anarchistes russes qui se sont laissés naïvement éliminer par les bolcheviques.

- Puisqu'on parle de dictature, ajoutai-je, il faut préciser qu'aucune de celles que nous connaissons jusqu'à présent n'a eu les mêmes caractères. Même les tyrannies n'ont pas toutes le même sens. Il y a eu des tyrannies exercées sur le peuple, certes, mais il y a eu des tyrannies choisies par le peuple.

De toutes les sortes de dictatures connues, aucune n'a été exercée par l'action conjointe des syndicats ouvriers. Si ces syndicats ouvriers sont d'orientation anarchiste et leurs militants ont été formés dans une morale anarchiste comme nous, présupposer qu'on aurait recours aux mêmes pratiques que les marxistes par exemple, c'est comme affirmer que l'anarchisme et le marxisme sont fondamentalement la même idéologie puisqu'ils produisent les mêmes fruits. Je n'accepte pas une telle simplicité. J'affirme que le syndicalisme en Espagne et dans le monde entier est impatient d'affirmer ses valeurs constructives devant l'histoire de l'humanité, car sans cette preuve de sa capacité à construire un socialisme libre, l'avenir restera le patrimoine des schémas politiques issus de la Révolution française, avec une pluralité de partis au départ et un parti unique à l'arrivée.

En ce qui concernait l'intervention de Abad de Santillán, j'affirmai qu'elle ne contenait pas une once d'argumentation historique et qu'elle ne faisait que cultiver la peur. On ne devrait pas agiter la peur

de l'intervention étrangère parce qu'ici, à ce que je vois, nous sommes tous armés et si nous avons vraiment tous combattu dans la rue les 18, 19 et 20, nous devons garder à l'esprit que nos jours ne tiennent qu'à un fil, que ce n'est malheureusement plus le cas de Ascaso, de Alcodori ni d'aucun des compagnons qui ont donné leur vie pendant ces trois jours. Je veux dire qu'il ne faut pas oublier que nous parlons au bord d'une énorme sépulture, c'est ce qu'a été la CNT depuis sa création, l'énorme sépulture, anonyme le plus souvent, c'est terrible, de tous ceux qui cultivaient l'illusion que leur lutte était celle de la grande révolution sociale. Quelqu'un doit parler en leur nom et je crois que ce devoir m'incombe.

Je dis que j'aurais préféré ne pas faire allusion aux propos du compagnon Marianet mais je ne voudrais pas que lui ou les présents puissent l'interpréter comme du mépris.

Je ne pense pas que Marianet le mérite. L'opinion qu'il a exprimée de gouverner la révolution depuis la rue, malgré son apparence démagogique, porte en soi le germe d'une vérité plus réaliste que celles qu'ont exprimées Federica Montseny et Abad de Santillán, puisqu'il admet qu'une révolution doit être dirigée et gouvernée, même de la rue. Mais une révolution faite non pas par une poignée d'aventuriers, mais par une grande organisation comme la CNT, qui est majoritaire, ne peut pas l'accepter.

Et puisque je suis soutenu par un canton, je maintiens ma proposition que la CNT s'empare de tout et implante le communisme libertaire.

De son côté, Abad de Santillán maintint sa proposition d'abandonner l'implantation du communisme libertaire et d'accepter la participation au Comité des milices.

Devant l'attente silencieuse, le président du Plénum soumit au vote nominal les deux propositions.

- D'abord celle de Garcia Oliver: - Canton du Bas Llobregat, vote pour. - Personne d'autre? Prenez acte. Un seul vote.

- Que ceux qui sont pour la proposition de Abad de Santillán lèvent la main et disent quelle fédération locale ou cantonale ils représentent.

- Qu'on prenne acte. Pour la proposition de Abad de Santillán, toutes les délégations moins une.

Le président de l'Assemblée plénière continua:

- Comme avec la proposition de Abad de Santillán, nous avons adopté aussi la participation au Comité des milices, et que les compagnons qui nous y représentent le font à titre provisoire, il faut qu'ils soient nommés par le Plénum. Ils sont cinq, trois pour la CNT et deux pour la FAI., j'attends les propositions.

L'assemblée, déjà consciente qu'elle venait de commettre une énorme erreur, me désigna par acclamations. Quand le président me posa la question obligatoire (si j'acceptais ou non), je ne répondis pas, mais baissai la tête en signe d'acquiescement. Marcos Alcón, remplaçant de Durruti, José Asens, Aurelio Fernández et Diego Abad de Santillán furent aussi désignés par acclamations.

Je n'en revenais pas. C'était le Plénum de fédérations locales et cantonales le plus insolite. Des délégués convoqués dans l'urgence et ignorant ce dont on allait parler dans cette assemblée, venaient d'adopter des positions qui jetaient par terre tous les accords fondamentaux de la CNT ignorant les aspects les plus élémentaires de son histoire d'organisation fortement influencée par le radicalisme anarchiste et c'étaient des membres de la FAI qui la poussaient à des positions si réformistes que même les «*trentistes*» n'auraient pas osé énoncer, eux qui d'ailleurs n'étaient pas intervenus dans la discussion et n'avaient pas pris parti. Beaucoup d'entre eux, une fois sûrs de vaincre l'armée, auraient sûrement rallié la proposition de jouer le tout pour le tout à condition que ce soit, comme je le demandais, la CNT et ses organes syndicaux qui dirigent.

Entre la Révolution sociale et le Comité des milices, l'Organisation optait pour le Comité des milices.

Il fallait laisser le temps décider qui avait raison, si c'était eux, la majorité du Plénum avec Santillán, Marianet, Federica Montseny et son groupe d'anarchistes antisindicalistes comme Eusebio Carbo, Felipe Alais, Garcia Birlan, Fidel Miró, José Peirats et d'autres ou les communes du Bas Llobregat qui avec moi défendaient la nécessité de mener la révolution sociale dans une conjoncture qui n'avait jamais été aussi prometteuse.

Par leur attitude, ces anarchistes séditieux mettaient en faillite la FAI elle-même qui s'était constituée justement pour neutraliser à l'intérieur de la CNT les syndicalistes réformistes.

Que s'était-il passé? Comment s'étaient-ils arrangés pour avoir une si forte majorité de réformistes? Y avait-il un lien avec la rumeur diffamatoire qui circulait depuis quelque temps sur les aspirations dictatoriales du groupe *Nosotros* et de Garcia Oliver dont on disait qu'il était anarcho-bolchevique. L'attitude de Durruti, son silence si ostensiblement manifeste pendant les débats n'était-elle pas surprenante? Cette attitude avait-elle un rapport avec les conversations que nous avons dans le groupe *Nosotros* sur ce qui pouvait nous arriver personnellement pendant la révolution qui approchait?

La question fut posée par Ascaso après qu'on ait écarté l'idée de soustraire la CNT à une confrontation avec les militaires et les fascistes s'ils se soulevaient, et qu'on ait opté pour la résistance et l'action révolutionnaire:

- Puisque nous avons décidé la révolution, qui de nous sera le premier à mourir?

- Je répondis, non que je prétende être voyant, mais pour calmer autant que possible l'étrange nervosité que je remarquais chez lui.

- Tu seras le premier, Paco.

- Ah, merci Juan! Pourquoi?

- Ta question met en évidence ton état d'âme depuis que tu as quitté le secrétariat du Comité régional de la CNT; tu es parti peiné par l'interprétation que certains compagnons ont faite de ta conduite pendant le mouvement d'octobre.

- Tu ne penses pas que cette attitude est injuste?

- Bien sûr qu'elle l'est, mais ce n'est pas une raison pour te comporter comme si tu attendais l'occasion d'aller te faire tuer pour leur clouer le bec.

- Je sais que tu me dis cela par affection et camaraderie. Espérons que je ne sois pas le premier à mourir, qui sera le deuxième?

- Je suis juste en train de calculer les risques inutiles qui peuvent conduire à la mort.

- Allez, Juan.

- Je crois que ce sera toi, Durruti, pas pour les raisons qui poussent Ascaso mais pour d'autres complètement différentes. Ton grand ennemi, Durruti, est en toi. Tu mourras victime de ta démagogie au bon sens du terme. Toi, tu diras et tu feras toujours ce que les masses veulent que tu fasses et que tu dises. C'est plus fort que toi. Quand on est dans un meeting et que le président dit: - Maintenant, le compagnon Durruti va vous parler, les auditeurs sourient avec satisfaction, sûrs que tu vas leur dire ce qu'ils savent que tu dois dire. Ce sont eux qui parlent à travers toi et ils disent ce qu'ils ont envie d'entendre. En échange, quand c'est moi qu'on annonce, la réaction du public est bien différente: Qu'est-ce qu'il va nous dire, celui-là?» Ils savent que je parle toujours de la révolution comme si elle n'était que contraintes et devoirs. Je veux satisfaire votre curiosité: ma mort sera grise et elle sera peut-être très tardive.

C'est ainsi que les choses se passèrent.

Ce matin du 20 juillet, quand nous sommes partis prendre la caserne d'Atarazanas les dépendances militaires situées en face, presque à l'entrée du port de Barcelone, de l'autre côté de la statue de Christophe Colomb, quelques-uns dont je faisais partie, nous descendions les Ramblas en nous protégeant derrière les énormes arbres de chaque côté; d'autres, dont Ascaso et Durruti, formaient une ligne sur la largeur de la Rambla, encouragés par un étranger qui se croyait sûrement aux *Olympiades ouvrières* et qui leur indiquait comment avancer ainsi à découvert, comme dans les scènes du film le *Cuirassé Potemkine*, s'exposant inutilement au feu des militaires.

Quand je les ai vus de mon arbre, je leur ai crié de venir me rejoindre et je leur ai dit:

- Comme ça vous ne ferez pas dix mètres. Ce n'est pas une façon de combattre, mais de se suicider.

Nous avançons les uns d'arbre en arbre, les autres derrière les bobines de papier journal qui roulaient et puis, complètement à découvert, nous avons couru vers un mur en construction qui nous séparait de la Maestranza, entre le bout de la Rambla et la rue Tinta Madrona. Quand Ascaso et Correa se sont séparés de nous pour se placer sur le trottoir d'en face, genou à terre et fusil pointé vers l'autre côté des Ramblas, peut-être en direction du Lloyd's italien ou des dépendances militaires d'où tirait l'ennemi, je leur ai fait signe de se coller au sol. Je n'ai pas pu le faire deux fois. Ascaso, comme si on l'avait foudroyé, leva les deux bras et le fusil et s'abattit sur les pavés du trottoir.

- Tu seras le premier à mourir, Paco, parce que tu cherches la mort.

Est-ce que Durruti s'en souvenait? Était-ce l'explication de son recul silencieux pendant le Plénum régional?

Le même soir, après le Plénum des fédérations locales et cantonales, je réunis le groupe Nosotros plus les compagnons qui étaient venus au Club nautique, qui était alors le siège du Comité des milices, Marcos Alcón, Garcia Vivancos, Domingo Ascaso le frère de Paco, et son cousin Joaquin Ascaso.

J'exposai de façon laconique les raisons de cette réunion: le déroulement du Plénum et les décisions négatives qu'on y avait prises.

- C'est inexplicable. En réalité, ceux qui ont perdu ne sont pas le canton du Bas Llobregat et moi, mais toute l'Organisation. Les conséquences de cette défaite ne sont pas encore visibles, mais on peut les prévoir. Notre avenir est si incertain que dès à présent nous ne savons plus quoi faire. En tant qu'organisation majoritaire qui renonce au processus révolutionnaire, nous sommes en train de créer un grand vide...

Nous aurions pu attendre le résultat du Plénum régional. N'oublions pas que la mécanique de notre Organisation ne ressemble pas à celle d'un parti politique comme le Parti communiste par exemple, qui est monolithique. La composition hétérogène de notre Organisation fait qu'on est toujours entre doutes et hésitations. C'est pourquoi elle a toujours été dirigée en réalité par un groupe plus ou moins nombreux. C'est dans ce but que s'étaient constitués les «*Trente*». Nous avons aussi essayé avec le groupe Nosotros et peut-être que la classe ouvrière n'aurait pas triomphé à Barcelone sans les directives de notre groupe.

Je crois qu'une fois de plus le groupe Nosotros devrait indiquer la direction à suivre pour l'Organisation, qui doit finir la tâche entreprise le 18 juillet. Nous devons profiter de la concentration des forces qui demain seront sous les ordres de Durruti et prendre d'assaut les principaux centres du gouvernement, la Generalitat et la Mairie avec une section de la colonne que nous pourrions conduire, Marcos Alcón et moi. Prendre la Centrale téléphonique et la Place de Catalogne avec une autre section dirigée par Durruti et Sanz. Ascaso et Garcia Vivancos peuvent se joindre à l'une ou l'autre, si vous êtes d'accord.

Durruti parla. Peut-être allait-on avoir l'explication de son attitude.

- Les arguments de Garcia Oliver, maintenant et pendant le Plénum, me semblent magnifiques. Son plan pour réaliser le coup est parfait. Mais je ne crois pas que ce moment soit opportun. Je pense qu'il

faudrait le faire après la prise de Saragosse, dans une dizaine de jours au plus tard. J'insiste, il faut laisser cela pour dans dix jours. En ce moment, si nous n'avons que la Catalogne comme base d'approvisionnement, nous serions réduits géographiquement à la plus simple expression.

Durruti se tut, les autres restèrent silencieux, le visage tellement dur que leurs lèvres serrées semblaient avoir disparu.

Ascaso, notre Paco, venait de mourir pour la révolution sociale et Durruti lui tournait le dos. Tous les présents se rendaient compte que Durruti refusait d'avancer. Il ne disait pas non ouvertement, mais cherchait des subterfuges pour ne pas avouer. Il s'accrochait à la prise de Saragosse comme à un clou brûlant.

Je repris la parole pour dire que les arguments de Durruti étaient des apparences, pas des réalités. Les réalités qui s'imposent à des organisations majoritaires comme la nôtre obligent à prendre les rênes de la révolution dès le début et non de laisser la révolution au milieu de la rue en attendant qu'on prenne une ville ou l'autre. Non seulement la prise de Saragosse est incertaine maintenant, mais peut-être qu'elle n'aura pas lieu avant trois ou six mois, ou peut-être jamais. Même pour avancer dans cette entreprise il ne suffit pas d'être à la tête d'une colonne de miliciens et de lutter pour une abstraction comme l'antifascisme. Il faut lutter comme des révolutionnaires qui défendent une cause sacrée, qui savent qu'ils luttent pour quelque chose qui leur est propre et pas pour défendre le gouvernement de la Generalitat ou le gouvernement de Madrid.

Je comprends que ce n'est plus la peine de poursuivre cette réunion parce qu'il s'est produit dans le groupe Nosotros deux événements qui bouleversent complètement sa physionomie. La mort de Paco et la division irrémédiable des opinions. Il ne me reste qu'à attendre pour voir les résultats... et collaborer dans la mesure de mes forces.

**Juan GARCÍA OLIVER.**

-----